RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CERTIFICAT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE RÉVISION COMPTABLE
SESSION DE DECEMBRE 2015

PROJET DE CORRIGÉ INDICATIF DE
L'ÉPREUVE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
ET DROIT DES AFFAIRES

Durée : 3 heures - Coefficient : 1

Le sujet se présente sous la forme de deux parties indépendantes :

<i>Première partie :</i>	<i>07 points</i>	<i>Page 2</i>
<i>Deuxième partie :</i>	<i>13 points</i>	<i>Page 4</i>

-
- 1. Aucun document n'est autorisé.*
 - 2. Matériel autorisé : une calculatrice de poche à fonctionnement autonome, sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel.*
 - 3. Le sujet comporte 5 pages numérotées de 1 à 5 (y compris la page de garde).*
 - 4. Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.*
 - 5. Si le texte du sujet (ou de ses questions) vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.*

Première partie : (7 points)

Question 1- Irrégularités commises par la société en 2015 : (2 points)

1- Opération de réduction du capital : AGE du 16/3/2015 (1 point)

a/ La réduction du capital décidée a respecté le quorum et la majorité exigés par le CSC :

Quorum : Les présents totalisent $15\% + 35\% = 50\%$ du capital social. Donc, le quorum de la moitié du capital exigé pour la 1^{ère} convocation par l'article 291 du CSC est atteint. (0,25 pt)

Majorité : La décision est adoptée à l'unanimité. Donc, la majorité des $\frac{2}{3}$ des voix des actionnaires présents ou représentés prévue par l'article 291 du CSC est vérifiée. (0,25 pt)

b/ La réduction du capital a été décidée en l'absence d'un rapport spécial du CAC, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 307 du CSC qui stipule que l'AGE décide la réduction du capital selon les conditions requises pour la modification des statuts suite à un rapport établi par le CAC. (0,25 pt)

c/ Il semble, également, que la réduction du capital soit décidée en l'absence d'un projet de réduction du capital établi par le conseil d'administration de la société destiné à informer sur l'opération. Ce projet de réduction est un document obligatoire expressément prévu par l'article 136 du CSC, pour les SARL ; toutefois, et malgré l'absence d'une exigence expresse d'établissement d'un projet de réduction de capital par les dirigeants sociaux des sociétés anonymes, un tel document, destiné à informer sur l'opération, gagnerait à être établi. (0,25 pt)

2- Opération d'augmentation du capital avec suppression du DPS : AGE du 20/6/2015 (1 point)

a/ L'augmentation du capital décidée a respecté le quorum et la majorité exigés par le CSC :

Quorum : Les présents totalisent $15\% + 10\% + 35\% + 13\% = 73\%$ du capital social. Le quorum de la moitié du capital exigé pour la 1^{ère} convocation par l'Art 291 du CSC est atteint. (0,25 pt)

Majorité : La décision est adoptée à l'unanimité. La majorité des $\frac{2}{3}$ des voix des actionnaires présents ou représentés prévue par l'article 291 du CSC est vérifiée. (0,25 pt)

Il est à noter qu'aucune disposition du CSC n'exclut le bénéficiaire de la suppression du DPS (la société Z dans notre cas) lors du calcul du quorum et de la majorité.

b/ L'augmentation du capital a été décidée en l'absence d'un rapport spécial du CAC, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 300 du CSC qui stipule que l'AGE, qui décide ou autorise une augmentation du capital avec suppression du DPS pour la totalité de l'augmentation du capital ou pour une ou plusieurs parties de celle-ci, doit approuver obligatoirement, à peine de nullité de l'augmentation, le rapport du conseil d'administration et celui des commissaires aux comptes relatif à l'augmentation du capital et à la suppression dudit DPS. (0,25 pt)

c/ Il semble, également, que l'augmentation du capital soit décidée en l'absence du rapport du CA visé à l'article 300 du CSC. Le législateur n'a, certes, fourni aucune indication sur le contenu de ce rapport, mais nous estimons qu'il devrait indiquer les motifs de l'augmentation du capital ainsi que les personnes auxquelles seront attribuées les actions nouvelles, le nombre d'actions attribuées à chacune d'elles, le taux d'émission et les bases sur lesquelles il a été déterminé. (0,25 pt)

Question 2- Etapes devant être suivies pour la réalisation régulière de chacune des 2 opérations de modification du capital : (2,5 points)

1- Réduction du capital (1 point)

- a. Le PDG convoque un CA selon les conditions statutaires,
- b. Le CA établit un projet de réduction du capital (rapport) à remettre au CAC,
- c. Le CAC (Monsieur R) contrôle l'opération et remet un rapport spécial destiné à l'AGE. En effet, les fonctions du CAC prennent fin après la réunion de l'AGO ayant statué sur les comptes du 3ème exercice de son mandat, soit l'exercice 2014 dans notre cas, qui a eu lieu le 20 juin 2015, date de nomination d'un autre CAC pour le mandat 2015-2017. Il doit donc exercer ses diligences, autres que d'audit des comptes, jusqu'à cette date. Par conséquent, il était tenu de contrôler l'opération de réduction du capital et de remettre un rapport spécial la concernant. (0,25 pt)
- d. L'AGE est convoquée selon les conditions statutaires,
- e. Le projet de réduction du capital et le rapport spécial du CAC sur la réduction du capital sont mis à la disposition des actionnaires avant l'AGE,
- f. L'AGE doit satisfaire les conditions de quorum et de majorité requises par les dispositions de l'article 291 du CSC (visées ci-dessus),
- g. Le PV de l'AGE ayant décidé la réduction du capital est enregistré puis déposé au greffe du tribunal,
- h. La décision de réduction du capital est publiée au JORT et dans 2 quotidiens dont l'un est en langue arabe dans un délai de 30 jours à partir de sa date.

Il est à noter que, conformément aux dispositions de l'article 312 du CSC, les créanciers ne pourront pas s'opposer à la réduction du capital puisqu'elle vise à rétablir l'équilibre entre le capital et l'actif de la société diminué à la suite de pertes.

(0,25 pt par 2 étapes développées sauf l'étape c : 0,25 pt)

2- Augmentation du capital avec suppression du DPS réalisée, en partie, moyennant compensation de créances (1,5 point)

(0,25 pt par 3 étapes développées sauf les étapes c,h et j : 0,25 pt chacune)

- a. Le PDG convoque un CA selon les conditions statutaires,
- b. Le CA établit un rapport sur la réduction du capital envisagée à remettre au CAC.
- c. Le CAC (Monsieur R) contrôle l'opération et remet un rapport spécial destiné à l'AGE. En effet, les fonctions du CAC prennent fin après la réunion de l'AGO qui a eu lieu le 20 juin 2015, soit le même jour que l'AGE. Il était par conséquent tenu de contrôler l'opération et de communiquer son rapport spécial, (0,25 pt)
- d. L'AGE est convoquée selon les conditions statutaires,

- e. Le rapport du CA et le rapport spécial du CAC sur l'augmentation du capital avec suppression du DPS sont mis à la disposition des actionnaires avant l'AGE,
- f. L'AGE doit satisfaire les conditions de quorum et de majorité requises par les dispositions de l'article 291 du CSC (visées ci-dessus),
- g. Un bulletin de souscription au nom de la société Z (seul souscripteur) est établi pour la totalité de l'augmentation du capital (soit 200.000 actions) conformément aux dispositions de l'Art 303 du CSC, (0,25 pt)
- h. La société Z libère la totalité de la prime d'émission (200.000 actions x 20 DT = 4.000.000 DT) et de la VN des actions nouvelles (200.000 actions x 50 DT = 10.000.000 DT) par compensation avec le solde du compte courant liquide et exigible de 9.000.000 DT et par versement du reliquat, soit 5.000.000 DT, dans un compte bloqué ouvert au nom de la société dans un établissement bancaire, (0,25 pt)
- i. Le versement de la somme de 5.000.000 DT est constaté par un certificat délivré par l'établissement auprès duquel ces fonds ont été déposés conformément aux dispositions de l'Art 304 du CSC,
- j. La preuve du versement du montant des actions en compensation des créances échues sur la société (soit la somme de 9.000.000 DT) est établie par un certificat délivré par le CA et approuvé par le CAC conformément aux dispositions de l'Art 305 du CSC, (0,25 pt)
- k. La souscription et la libération (par versement de fonds et par compensation) sont constatées par une déclaration reçue par le receveur de l'enregistrement du siège social conformément aux dispositions de l'Art 170 du CSC,
- l. Le PV de l'AGE ayant décidé l'augmentation du capital est déposé au tribunal,
- m. La décision d'augmentation du capital est publiée au JORT et dans 2 quotidiens dont l'un est en langue arabe.

Question 3- Diligences des CAC au titre de 2 opérations de modification du capital : (2,5 point)

1- Réduction du capital (1 point)

Le législateur tunisien a précisé d'une manière expresse, pour les SARL, que le rapport du CAC adressé à l'AGE indique l'appréciation du CAC sur les causes et les conditions de la réduction proposée. Cette précision, certes non expressément fournie pour les SA, peut être exploitée par les CAC de telles sociétés dans le cadre de leur contrôle des réductions de capital.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses diligences spécifiques, le CAC est tenu de :

- a. Prendre connaissance du projet de réduction de capital afin d'appréhender les motifs et les conditions de l'opération et signaler aux dirigeants toute stipulation lui paraissant irrégulière,
- b. Contrôler la régularité de la cause (apurement des pertes dans notre cas) et conditions (moyennant la diminution de leur valeur nominale dans notre cas) de la réduction de capital,
- c. Contrôler que l'égalité entre les actionnaires est respectée,
- d. S'assurer, puisqu'il s'agit d'une réduction de capital par absorption des pertes antérieures, de la réalité de ces pertes. A ce titre, il est tenu de s'assurer que le montant des pertes proposé à l'AGE pour faire l'objet d'imputation sur le capital social est fiable compte tenu des derniers états financiers audités et approuvés ou de travaux d'audit supplémentaires.

(0,25 par diligence)

2- Augmentation du capital avec suppression du DPS réalisée moyennant compensation de créances (1,5 point)

2-1- Augmentation du capital avec suppression du DPS : (0,75 pt)

a/ Le commissaire aux comptes est tenu, d'abord, de procéder à la vérification et au contrôle des informations figurant dans le rapport du conseil d'administration. (0,25 pt)

b/ Le commissaire aux comptes doit, ensuite, vérifier la sincérité des données puisées dans les comptes de la société et servant de base à la détermination du prix d'émission. (0,25 pt)

c/ Le commissaire aux comptes doit, enfin, apprécier le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant. La valeur d'émission arrêtée par le conseil d'administration doit refléter fidèlement la valeur de l'action. (0,25 pt)

2-2- Compensation de créances : (0,75 pt)

a/ Le commissaire aux comptes est tenu de prendre communication du certificat établi par le conseil d'administration qui doit mentionner le montant, l'origine et l'ancienneté de la créance figurant dans les livres de la société et devant faire l'objet d'une conversion au capital. Ce certificat doit, également, fournir l'identité du bénéficiaire de la libération par compensation (à savoir la société Z). (0,25 pt)

b/ Il doit s'assurer de la réalité et de l'exactitude de la créance figurant sur les livres de la société. A ce titre, il est tenu de procéder au contrôle des écritures comptables, de vérifier l'existence de supports justificatifs de la créance et d'effectuer des contrôles authentiques *pour s'assurer du caractère certain, liquide et exigible de la créance*.

(0,25 pt)

c/ Le commissaire aux comptes doit vérifier certains risques particuliers de l'opération. Il doit :

1. S'assurer que le créancier bénéficiant de l'augmentation de capital par compensation de sa créance, ne se trouve pas par ailleurs, du chef d'autres opérations, débiteur dans des conditions qui altèrent la consistance de la créance logée au compte courant,
2. Prendre en considération l'existence éventuelle d'opérations en suspens qui peuvent altérer d'une manière significative la consistance de la créance logée au compte courant,
3. Prendre en considération les événements postérieurs à la date d'établissement du certificat par le conseil d'administration. Il doit s'assurer qu'entre la date de l'établissement du certificat et celle de son approbation, aucune opération susceptible d'altérer la nature de la créance en cause n'est intervenue.

(0,25 pt)

Seconde partie : (13 points)

Question 1- Faits délictueux commis : (6,5 points)

1/ L'évaluation faite par le commissaire aux apports de 100.000 dinars, alors que ce terrain a été proposé à la vente à 50.000 dinars à plusieurs reprises, par M. ALI sans trouver d'acheteurs, semble constituer l'élément matériel du délit de surévaluation d'un apport en nature.

L'élément légal étant l'article 146 du CSC § 2 qui punit de 1 à 5 ans et d'une amende les personnes (le commissaire aux apports) qui ont sciemment et de mauvaise foi, font attribuer à des apports en nature une évaluation supérieure à leur valeur réelle. (0,75 point)

2/ M. ALI a fait recours à un courtier qui a ouvert une souscription publique au moyen d'une annonce publiée aux investisseurs en remettant des certificats de parts sociales.

L'article 145 du CSC punit de 16 j à 6 mois et d'une amende, les gérants qui directement ou par personnes interposées ont ouvert une souscription publique à des valeurs mobilières qu'elle qu'en soit la catégorie pour le compte de la société. D'ailleurs, l'article 101 du CSC interdit à une SARL d'émettre ou de garantir des valeurs mobilières et considère toute décision contraire comme étant nulle.

Toutefois, l'article 1^{er} de la loi 2000-35 du 21 mars 2000 relative à la dématérialisation des titres ne considère pas les parts sociales comme étant des valeurs mobilières.

Selon le principe de l'interprétation restrictive de la règle pénale, l'ouverture d'une souscription publique pour les parts ne peut être sanctionnée en application de l'article 145 du CSC. (0,75 point)

3/ M. HAYKAL ne fait pas partie des associés bien qu'il ait payé la somme de 20.000 dinars en espèces à l'un des agents du courtier.

Ces agissements semblent constituer l'élément matériel du délit d'abus de confiance commis par le salarié du courtier. Ce salarié agissant en sa qualité de mandataire et pour lui permettre de devenir associé, a détourné 20.000 dinars au préjudice de M. HAYKAL et ne les a pas reversés à la société.

L'élément légal étant l'article 297 du CP qui punit ces agissements de 3 ans d'emprisonnement et d'une amende. (0,75 point)

4/ A défaut de trouver des acquéreurs, M. ALI décide de céder 500 parts à leur valeur nominale, à la société DELTA elle-même. Un chèque de 50.000 dinars représentant la valeur des parts cédées a été encaissé par M. ALI.

Bien que les statuts de la société aient délégué au gérant tous les pouvoirs pour agir au nom de la société et pour son compte sans aucune limitation, ces faits constituent l'élément matériel du délit d'abus des biens de la société. En effet, le gérant n'ayant pas trouvé d'autres acheteurs et dans un dessein personnel, a vendu ses parts à la société sans faire autoriser cette cession conformément à l'article 109 du CSC. La vente à la valeur nominale est contraire à l'intérêt de la société puisqu'à cette date la société a subi des pertes supérieures à 50% du capital et la valeur de la part est donc nettement inférieure au nominal.

L'élément légal étant l'article 146 du CSC § 3 qui punit ces agissements de 1 à 5 ans et d'une amende. (0,75 point)

5/ Face à la pression des associés qui commencent à s'inquiéter sur la dégradation visible de la situation financière de la société, M. ALI a présenté à ses associés, lors d'une réunion informelle, des états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2015. Le bénéfice important présenté dans ces états a eu un effet positif pour atténuer les tensions entre les associés et le gérant.

Il est clair que le bénéfice n'est pas réel du fait de la majoration des stocks aussi bien au 30/6/2015 qu'au 31/12/2014.

L'existence d'erreurs dans les états financiers annuels au 31/12/2014 constitue l'élément matériel du délit de présentation aux associés des états financiers ne reflétant pas la véritable situation de la société.

L'élément légal étant l'article 146 du CSC paragraphe 3 qui prévoit une sanction pénale à l'encontre des gérants qui ont sciemment présenté aux associés des états financiers annuels ne reflétant pas la véritable situation de la société. (0,75 point)

6/ La situation décrite au point 6 ne soulève aucune infraction pénale.

7/ ↪ L'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2013 a été convoquée en retard. L'article 147 § 2 du CSC punit d'une amende les gérants qui n'ont pas convoqué l'assemblée des associés au moins une fois par un an. (0,25 point)

↪ Lors des assemblées appelées à statuer sur les comptes 2013 et 2014, le rapport de gestion n'a pas été établi. L'article 147 § 1 du CSC punit d'une amende les gérants qui n'ont pas établi pour chaque exercice un rapport de gestion. (0,25 point)

↪ Les comptes de l'exercice 2013 ont été approuvés en l'absence du rapport du commissaire aux comptes. Deux situations peuvent être envisagées à ce titre :

- La société DELTA, SARL, a profité de la dérogation prévue par l'article 13 nouveau du CSC pour les sociétés commerciales autres que les sociétés par actions la dispensant de la désignation d'un commissaire aux comptes au titre du premier exercice comptable de son activité (à savoir l'exercice 2013) : dans ces cas, aucun problème n'est à soulever,
- La société DELTA, SARL, n'a pas utilisé la faculté offerte par l'article 13 du CSC et a désigné son commissaire aux comptes pour le mandat 2013-2015. Dans ce cas, la question qui se pose est de savoir quelle est la conséquence de l'absence du rapport du CAC sur la validité de l'approbation des comptes de l'exercice 2013 et sur la responsabilité pénale du gérant. L'article 275 dernier alinéa du CSC, applicable aux SA, et prévoyant la nullité de la décision de l'assemblée générale portant approbation des états financiers si elle n'est pas précédée par la présentation des rapports du ou des commissaires aux comptes n'est pas, en principe, transposables aux SARL. Toutefois, selon l'article 128 du CSC, le tribunal peut être saisi d'une action en annulation des délibérations d'une SARL prise en violation des dispositions prévues par le même article (communication des documents de l'assemblée aux associés y compris le rapport du CAC,...). Par ailleurs, aucune conséquence pénale n'a été prévue par le CSC en cas d'approbation d'états financiers en l'absence du rapport du commissaire aux comptes. (0,5 point)

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

↳ $3.000 \times 76\% = 2.280$ parts soit plus de 50% du capital donc la majorité est réunie.

↳ Le total des capitaux propres est, au 31/12/2014, de 190.000 dinars donc il y'a une perte qui dépasse 50% du capital. Au 31/12/2013, la perte dépasse, également, la moitié du capital. L'article 147 du CSC punit d'une amende les gérants qui n'ont pas consulté les associés en vue de prendre les mesures nécessaires dans le mois qui suit l'approbation des états financiers, lesquels ont fait apparaître que les fonds propres de la société sont au dessous de la moitié du capital social suite aux pertes subies.

↳ L'AGO a décidé de distribué, au titre de l'exercice 2014, un dividende de 80.000 DT, soit la somme du bénéfice de l'exercice 2014 et de la subvention d'investissement. Quoique non précis en stipulant « au cas où des bénéfices sont réalisés, ... », l'article 140 du CSC semble privilégier le sens du bénéfice distribuable et non pas du bénéfice de l'exercice. Du bénéfice de l'exercice 2014, il faut, par conséquent, déduire la perte de l'exercice 2013. La société n'a pas, ainsi, de bénéfice distribuable. Toute somme distribuée constitue un prélèvement sur le capital social. Toutefois, le législateur tunisien n'a pas retenu le délit de distribution de dividendes fictifs pour les SARL. (0,5 point)

↳ L'AGO a fixé les émoluments du gérant à 10.000 dinars net par mois, et ce, à partir de la date de constitution de la société. Le fait de fixer ces émoluments avec effet rétroactif, bien que décidé en assemblée régulière, peut constituer pour Mr Ali l'élément matériel du délit d'usage de pouvoirs et des voix contrairement aux intérêts de la société dans un dessein personnel (Paragraphe 3 de l'article 146 du CSC). Le fait d'exécuter la décision et de payer peut constituer un abus des biens sociaux (paragraphe 3 de l'article 146 du CSC) (0,5 point)

ASSEMBLEE GENERALE EXTRA-ORDINAIRE

$3.000 \times 76\% = 2.280$ parts soit $>$ à 50% du capital mais $<$ 75% des parts sociales prises en compte dans l'appréciation de la majorité, donc la majorité n'a pas été atteinte, sauf si les statuts de la société ont prévu que le quorum soit de 50% du capital lors de la 1^{ère} AGE et du 1/3 lors de la 2^{ème} AGE et que les décisions soient prises à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés, ou encore un quorum ou une majorité plus élevés, sans possibilité de prévoir l'unanimité (Article 131 du CSC). (0,25 point)

Parallèlement, les dispositions de l'article 136 (prévoyant l'établissement par la gérance d'un projet de réduction du capital (à communiquer au CAC) et l'établissement par le commissaire aux comptes d'un rapport adressé à l'AGE indiquant leur appréciation sur les causes et les conditions de la réduction proposée) n'ont pas été respectées. (0,25 point)

Donc, la décision de réduction du capital n'est pas régulière et la société reste irrégulièrement propriétaire de ses propres parts (à défaut de réduction immédiate de son capital), mais sans que ceci ne soit constitutif d'un délit pénal. (0,25 point)

Question 2- Chances de recevabilité de l'action pénale intentée par M. Amir : (2 points)

1/ Est-ce que l'existence d'erreurs dans les états financiers intermédiaires au 30 juin 2015 constitue l'élément matériel du délit de présentation aux associés des états financiers ne reflétant pas la véritable situation de la société ?

Le paragraphe 3 de l'article 146 du CSC prévoit une sanction pénale à l'encontre des gérants qui, en l'absence de toute distribution du reliquat des dividendes, ont sciemment présenté aux associés des états financiers annuels ne reflétant pas la véritable situation de la société.

En conséquence, et selon le principe de l'interprétation restrictive de la règle pénale, la présentation d'une situation intermédiaire même ne reflétant pas la véritable situation de la société n'a pas de conséquences pénales eu égard à l'article 146 du CSC.

Pour attaquer ces agissements, il faut revenir à des textes de droit pénal général tels que ceux concernant le faux. (1 point)

2/ Est-ce qu'il y'a délit de distribution de dividendes fictifs pour les SARL (distribution décidée par la société lors de l'AGO du 30 juin 2015) ?

La réponse est négative parce que le législateur tunisien n'a pas retenu ce délit pour les SARL.

Est-ce qu'il est possible de raisonner par analogie avec la société anonyme et d'appliquer les sanctions de l'article 223 du CSC ? La réponse est toujours négative en vertu du principe de l'interprétation restrictive de la règle pénale.

En conséquence, la distribution de dividendes même fictifs par une SARL n'est pas sanctionnée et n'a pas de conséquences pénales.

Pour attaquer une telle distribution, il faut revenir à des textes de droit pénal général tels que ceux concernant l'escroquerie. (1 point)

Question 3- Régularisations à effectuer par la société DELTA à l'effet de se conformer au CSC : (1,5 points)

1/ L'évaluation faite par le commissaire aux apports du terrain apporté par le gérant M. Ali est surévaluée. La société peut procéder à la désignation, à l'unanimité des associés, d'un autre commissaire aux apports pour procéder de nouveau à l'évaluation du terrain à sa valeur réelle et procéder, lors d'une AGE, à la modification corrélative du capital. (bonification de 0,25)

2/ Souscription publique : RAS

3/ Abus de confiance chez le courtier : RAS

4/ M. Ali a cédé, à leur valeur nominale de 100 DT chacune, 500 parts sociales à la société elle-même et sans faire autoriser cette cession conformément à l'article 109 du CSC. Pour régulariser la situation, il est possible d'envisager la résiliation de la cession réalisée.

M. Ali doit, dans ce cas, s'il désire céder ses parts, appliquer les dispositions de l'article 109 du CSC en cas de cession à des tiers étrangers à la société qui prévoient la nécessité d'obtenir le consentement de la majorité des associés représentant au moins les $\frac{3}{4}$ du capital social en notifiant le projet de cession à la société et à chacun des associés. Si la société refuse d'approuver la cession, les associés sont tenus d'acquérir ou de faire acquérir les parts dans un délai de 3 mois à compter de la date du refus. En cas de désaccord sur le prix de cession, sa détermination sera faite par expert comptable inscrit sur la liste des experts judiciaires. La société peut, également, dans le même délai, racheter les parts au prix fixé selon les modalités sus visés et réduire son capital en conséquence. (0,25 point)

5/ Présentation par M. Ali à ses associés d'états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2015 comportant une surévaluation des stocks : RAS

6/ Suite au décès de l'un de ses associés, la société DELTA a mis à jour le registre des associés tenu au siège en inscrivant, sur la base d'un acte notarié de partage, les noms des trois héritiers et le nombre de parts attribuées à chacun d'eux.

Le nombre d'associés est devenu ainsi supérieur à 50 (soit $48+1-1+3 = 51$). La société doit, en application des dispositions de l'article 93 du CSC, se transformer, dans un délai d'un an, en société par actions à moins que le nombre des associés ne soit ramené à 50 ou moins dans le délai sus indiqué. (0,25 point)

7/ ↪ Les comptes de l'exercice 2013 ont été approuvés en l'absence du rapport de gestion et celui du CAC. Les comptes de l'exercice 2014 ont été approuvés en l'absence du rapport de gestion et après lecture du rapport du CAC présentant une réserve portant sur la surévaluation des stocks. Il est possible d'envisager un nouvel arrêté, par la gérance, des états financiers 2013 et 2014 en constituant une provision pour dépréciation des stocks au titre de l'exercice 2014 et la préparation des rapports de gestion 2013 et 2014. Une AGO sera de nouveau convoquée pour approuver, suite à la lecture desdits rapports de gestion, les comptes de 2013 (à la lumière du rapport du CAC s'il existe un) et les comptes de 2014 (à la lumière d'un nouveau rapport du CAC ne contenant plus la réserve relative aux stocks). (0,25 point)

↪ L'AGO du 30 juin 2015 a décidé la distribution d'un dividende de 80.000 DT ne correspondant pas à un bénéfice distribuable. L'article 140 du CSC stipule que la société peut exiger des associés la répétition dividendes qu'ils ont perçus et qui ne correspondent pas à des bénéfices réalisés. L'action en répétition est prescrite par 3 ans à compter de la date de perception des dividendes indus. (0,25 point)

↪ Les fonds propres sont devenus au-dessous de 50% du capital social suite aux pertes subies. Selon l'article 147 du CSC, le gérant doit dans le mois de l'approbation des états financiers consulter les associés en vue de prendre les mesures nécessaires. A défaut, le gérant est puni d'une amende de 500 à 5.000 dinars. L'article 142 du CSC fixe un délai de 2 mois pour régulariser. (0,25 point)

↪ La décision de réduction du capital tendant à annuler les propres parts de la société est irrégulière. Le gérant doit convoquer de nouveau l'Assemblée Générale Extraordinaire pour annuler les parts sociales auto détenues en respectant les conditions fixées par l'article 131 du CSC (majorité) et 136 du CSC (projet de réduction du capital et rapport spécial du CAC). (0,25 point)

Question 4- Rapport du CAC au titre de l'exercice 2014 et ses diligences à propos des situations exposées : (3 points)

1/ Si le commissaire aux comptes a eu connaissance du fait délictueux consistant en la surévaluation de l'apport en nature, il doit, si l'effet de la surévaluation est significatif, exprimer une réserve dans son rapport général. Il doit aussi procéder à une révélation de ce délit de majoration frauduleuse des apports au procureur de la république et informer, dans son rapport, de cette révélation. (0,5 point)

2/ Le commissaire aux comptes ne peut signaler aucune irrégularité au titre de la souscription publique des parts sociales émises par la société.

3/ Le fait délictueux d'abus de confiance concerne l'agent intermédiaire et Mr Haykal. La Société DELTA n'est pas concernée par ce fait. Il en est de même pour son commissaire aux comptes.

4/ Le commissaire aux comptes doit signaler une irrégularité, dans la 2^{ème} partie de son rapport général intitulée « Autres obligations légales et réglementaires », à propos du rachat de ses propres parts sociales par la société, à la valeur nominale, sans respect des dispositions de l'article 109 du CSC et dans des conditions (notamment de prix de cession) qui ne sont pas favorables aux intérêts de la société. Il doit procéder à une révélation d'un abus de biens sociaux au procureur de la république et informer, dans son rapport, de cette révélation. (0,5 point)

5/ Le commissaire aux comptes doit exprimer, dans son rapport général, une réserve portant sur la surévaluation des stocks au 31/12/2014 (position effectivement adoptée par le commissaire aux comptes selon l'énoncé).

6/ Si la mise à jour du registre des associés a eu lieu avant le 31/12/2014, le commissaire aux comptes doit signaler, dans la 2^{ème} partie de son rapport général, une irrégularité ayant trait au nombre d'associés qui est devenu supérieur à 50 sans que la société ne soit transformée en société par actions conformément aux dispositions de l'article 93 du CSC (à moins que le nombre des associés ne soit ramené à 50 ou moins dans le délai d'un an). (0,5 point)

7/ ↪ Le commissaire aux comptes doit signaler, dans la 2^{ème} partie de son rapport général, une irrégularité portant sur la non tenue de l'AGO annuelle devant statuer sur les comptes de l'exercice 2013 dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice. Il doit procéder à une révélation du défaut de convocation de l'assemblée des associés au moins une fois par an au procureur de la république et informer, dans son rapport, de cette révélation. (0,5 point)

↪ Le commissaire aux comptes doit signaler, dans la 2^{ème} partie de son rapport général, l'absence d'un rapport de gestion et, par conséquent, le défaut d'accomplissement de ses diligences relatives à l'examen de ce rapport et au rapprochement avec les états financiers. Il doit aussi procéder à une révélation de ce fait délictueux au procureur de la république et informer, dans son rapport, de cette révélation. (0,5 point)

↳ Le commissaire aux comptes doit ajouter, dans son rapport général, un paragraphe d'observation en post opinion, exposant les menaces qui pèsent sur la continuité d'exploitation en raison des pertes qui dépassent les 50% du capital et de la dégradation visible de la situation financière, et ce, si la société a relaté ces menaces dans les notes aux états financiers. Si non, le commissaire aux comptes doit exprimer une réserve pour désaccord avec la direction à propos de la présentation de ses états financiers (absence de note relative à la continuité d'exploitation). En outre, la procédure d'alerte peut être déclenchée par le commissaire aux comptes. (0,5 point)